

Coronavirus : un nouveau désastre à prévoir pour les pays pétroliers du golfe de Guinée

Par Benjamin Augé

Résumé

L'épidémie de coronavirus vient encore davantage affaiblir les économies du golfe de Guinée déjà particulièrement fragilisées par un secteur pétrolier localement en crise depuis plusieurs années. La rapide baisse des cours va mettre à nouveau à rude épreuve des systèmes qui ne parviennent pas à se réinventer et à se diversifier afin de se prémunir des travers souvent constatés au sein des Etats rentiers. Outre l'impact économique, ce sont également les potentielles difficultés d'ordres sécuritaire et politique que la crise du coronavirus risque de largement favoriser.

Si l'économie de l'Afrique subsaharienne a connu une année 2019 plutôt satisfaisante, avec 3,4% de croissance - contre seulement 2,3% en 2018 -, une classe d'Etats continue de tirer le pourcentage, au niveau continental, vers le bas : les producteurs de pétrole. Avant 2014, année du début de la chute des cours du baril, les 4% de croissance globale étaient atteints quasiment tous les ans depuis 2001. Seule l'année 2009 s'est écartée de cette moyenne, atteignant difficilement les 3%, en raison d'une baisse des cours du pétrole.

Les pays riches en hydrocarbures du continent, concentrés majoritairement dans le golfe de Guinée - en dehors du Maghreb -, ont déjà globalement connu une année 2019 très difficile, avec une baisse de la production. La crise du coronavirus vient déstabiliser encore un peu plus

une situation déjà particulièrement fragile. Elle entraîne une violente baisse de la consommation des grandes économies, alors que la coopération entre les membres de l'OPEP et la Russie, au sujet du contrôle des volumes produits, a volé en éclats lors d'une réunion à Vienne le 6 mars. Le marché est actuellement totalement noyé de brut et de nombreux cargos ne trouvant pas preneur, du fait de la baisse de consommation du premier importateur mondial, la Chine, depuis janvier. Ce fait est aggravé par la décision de l'Arabie saoudite d'augmenter, début mars, sa production à 12 et peut être bientôt à 13 millions de barils par jour avec l'objectif incertain de reprendre les parts de marché concédées aux producteurs américains de pétrole de schiste depuis 2010. Pour les Etats pétroliers du golfe de Guinée, c'est au moins la triple peine : baisse des cours, baisse de production, et

difficulté de vendre leur volume face à du brut venant du golfe Persique, meilleur marché et souvent plus facile à raffiner.

Le cas particulier nigérian

Le Nigeria est, de loin, le pays de la zone golfe de Guinée le plus inquiétant dans cette séquence de coronavirus. Plus importante économie d'Afrique subsaharienne (397 milliards de dollars de PIB sur un total de 1,71 trillion de dollars pour le continent), la santé du géant ouest-africain a des répercussions graves sur ses voisins en cas de récession. La situation est déjà préoccupante depuis la fermeture, en août 2019, de ses frontières avec le Bénin et le Niger. Du fait de la baisse des recettes pétrolières, le Nigeria connaît depuis 2014 une alternance d'années de récession (-1,6% en 2016) avec d'autres de croissance faible (0,8% en 2017, 1,9 en 2018 et 2,3% de croissance en 2019). La situation financière est tellement difficile que le sénat nigérian, présidé par un proche du président Muhammadu Buhari, Ahmed Lawan, a validé, début mars, le lancement d'un prêt record de 22,7 milliards de dollars. Ce montant représente plus des 2/3 du budget 2019. Si cette opération - officiellement mise en place pour financer des infrastructures importantes comme l'agrandissement du réseau de rail - peut être considérée comme risquée, il faut souligner que l'endettement du Nigeria par rapport à son PIB n'est que de l'ordre de 20%. Cependant, du fait de l'effondrement des prix du baril (25 dollars le 18 mars contre 52 dollars au 1er mars), la ministre nigériane des Finances Zainab Ahmed a préféré suspendre ce prêt le 16 mars. Le Nigeria subira une année difficile étant donné que son budget 2020 a été établi sur la base d'un baril à 57 dollars et que le pétrole compte pour une part très significative des revenus de l'Etat (autour de 65%). Un budget rectificatif est inévitable avec une contraction importante des dépenses d'investissement. Le Nigeria sera probablement confronté, comme en 2016, à une année de croissance zéro, voire plus probablement encore négative.

Le Cameroun additionne les difficultés mais tient bon

Marché de 25 millions d'habitants, beaucoup plus restreint que son voisin nigérian, avec ses 200 millions de citoyens, le Cameroun (38 milliards de dollars de PIB) est le cas le plus résistant du golfe de Guinée à la

baisse des cours du pétrole depuis 2014. La croissance a encore atteint 4,1 % en 2019, tout comme en 2018, mais moins forte qu'en 2014 où elle tutoyait les 5,8%. Contrairement à son voisin nigérian et autres pays de la région, le Cameroun dépend peu de la manne pétrolière. La production n'a jamais dépassé les 180 000 barils par jour en 1985 et était en 2019 de seulement 71 000 (68 000 barils par jour en 2018). Le secteur pétrolier et gazier - notamment le gisement de Logbaba qui approvisionne la ville de Douala et celui de Sanaga via un petit FLNG dont le débit est acheté depuis 2018 par Gazprom -, est ainsi davantage un secteur d'appoint. En 2019, les revenus pétroliers et gaziers ont atteint 665 millions de dollars (443 milliards de FCFA) sur un budget de l'Etat de 7,3 milliards de dollars (4805 milliards de FCFA), soit seulement quelque 9% du total. Il est évident que le pays va être touché par la baisse du prix du baril en 2020, mais l'impact sera beaucoup moins fort que pour ses voisins. En revanche, cette crise du marché pétrolier viendra encore davantage pénaliser l'économie du pays déjà touchée par la situation dans les régions anglophones, en crise depuis leur révolte en 2016 contre le pouvoir central du président Paul Biya ainsi qu'avec la multiplication des foyers de réfugiés sur le territoire. Le Cameroun est déjà largement touché dans l'extrême nord par les répercussions des exactions de Boko Haram depuis 2010. L'organisation de la coupe d'Afrique des nations, en 2021 au Cameroun, entraînera de nombreux investissements en 2020 qui gonfleront artificiellement le secteur de la construction via de l'argent public. L'endettement du Cameroun, 38% du PIB à la fin 2019, reste cependant deux fois plus élevé en pourcentage qu'au Nigeria.

Trois grands malades à des stades différents : la Guinée équatoriale, le Gabon et le Congo

La Guinée équatoriale est, de loin, le pays le plus touché par la crise des cours du pétrole, débutée en 2014. Depuis lors, cet Etat s'est enkysté dans une spirale ininterrompue de récession. Décroissance de 5,9% en 2019, de 6,1% en 2018, de 4,6% en 2017, de 8,8% en 2016 et de 9,1% en 2015. Situation particulière, la Guinée équatoriale - à peine un million d'habitants - a commencé sa décroissance avant la baisse du baril de 2014, du fait de la chute brutale de son plus gros

gisement pétrolier de Zafiro (opéré par ExxonMobil). En 2010, la récession atteignait déjà 8,9% et 4,3%, en 2013, malgré des prix élevés du brut. Aujourd'hui, la production - 120 000 barils par jour - est à son plus bas depuis 2000. Outre la baisse du débit et la faiblesse des cours, la Guinée équatoriale ne peut compter sur aucune découverte majeure récente lui permettant de sortir de l'ornière à court terme. Seuls quelques investissements gaziers sur le hub de Punta Europa d'où part le gaz liquéfié d'EGLNG ainsi que la production d'éthanol sont envisagés. Ils pourraient, en partie, être approvisionnés via de nouveaux volumes venant du Cameroun, voire du Nigeria. Malgré la très mauvaise réputation de sa gouvernance, la Guinée équatoriale a obtenu l'aide du Fonds monétaire international (FMI), en 2017, (283 millions de dollars) en échange de réformes de transparence - dont le retour au sein de l'Initiative de transparence des industries extractives - et d'une lutte contre la corruption. La crise du coronavirus risque d'installer encore un peu plus cette décroissance dans la durée.

Le Gabon a été touché récemment par le même effet de ciseaux que la Guinée équatoriale, baisse des cours depuis 2014, couplée à une production en berne, en dessous de 200 000 barils par jour, pour la première fois depuis trente ans en 2018. Cependant, et contrairement à son voisin équato-guinéen, le Gabon a bénéficié du lancement de quelques nouveaux gisements en 2018/2019 comme ceux du bloc de Dussafu et a surtout fait progresser certains secteurs hors pétrole, comme les mines, l'huile de palme et le secteur du bois. Le pays a ainsi échappé à la récession sans pour autant pouvoir s'enorgueillir d'une croissance très forte en dehors de celle enregistrée en 2019 (3,4%). Celle-ci a atteint 0,8% en 2018, 0,47% en 2017 et 3,8% en 2015. La crise du coronavirus fera à nouveau chuter la croissance robuste de 2019 et rendra bien difficile l'effort actuel de promotion de nouveaux blocs pétroliers qui pourrait être repoussée à la fin de l'année.

Quant au Congo, il a sombré depuis 2014, ayant multiplié les expédients pour obtenir de l'argent frais et immédiat. Il a ainsi fait le choix de gager une grande partie de ses

futurs cargos pétroliers de la SNPC (société d'Etat) à des traders comme Trafigura contre des préfinancements. Résultats : lorsque les revenus ont directement été engrangés par les traders pour le remboursement de leurs préfinancements, ainsi que par le premier créancier du pays, l'Etat chinois, les caisses de l'Etat n'ont reçu qu'une portion congrue. De 6,7% en 2014, la croissance s'est littéralement effondrée en 2015 à 2,6% puis -2,8% en 2016 et -3,1% en 2017 avant de se reprendre en 2018 à 1% puis 2% en 2019. Raison de cette remontée récente : la production de pétrole a considérablement cru grâce au débit du projet de Total, Moho Nord. Le débit du Congo est passé de 232 000 barils par jour en 2016 à plus de 330 000 en 2018, sauvant littéralement son économie du naufrage. Le FMI a de plus accepté, après de longues tractations, de consentir en juillet 2019 à un prêt de 448 millions de dollars sur trois ans. Le niveau de dette reste préoccupant : 81,7% du PIB en 2019.

La spirale négative en Angola

Quasiment à 5% de croissance en 2014, l'Angola a des similarités avec la Guinée équatoriale et le Gabon - baisse de la production et des prix - conduisant à sa récession ininterrompue depuis lors : -0,1% en 2019, -2,1% en 2018, -0,1% en 2017 et -2,5% en 2016. L'économie angolaise repose quasi exclusivement sur l'exportation de pétrole et de gaz et alors qu'aucun nouveau projet de grande dimension ne sera lancé dans les prochains mois dans le secteur des hydrocarbures, l'Angola devrait encore subir la récession en 2020, avec l'impact du coronavirus sur les prix du baril. La Banque africaine de développement (BAD) prédisait un très hypothétique et désormais impossible 2,8% de croissance pour l'année en cours. L'Angola garde jalousement sa gestion économique à l'abri des regards extérieurs, mais le nouveau président Joao Lourenço, arrivé au pouvoir en 2017, a pourtant dû se résoudre, à l'instar de tous ses partenaires pétroliers de la région, à faire appel au FMI. Ce dernier a consenti fin 2018 un prêt record de 3,7 milliards sur trois ans. L'endettement du pays continue dangereusement de galoper, passant de 40% du PIB en 2014 à 80% du PIB en 2018.

Conclusion politique

Les dirigeants nigériens et angolais n'ont jamais permis à leurs citoyens de bénéficier réellement des revenus pétroliers. Dans ces deux pays, dominés par une petite élite, devenue richissime par captation des revenus du secteur, les infrastructures de base sont défectueuses, voire inexistantes. En Angola, les années de guerre civile ont contribué à empirer la situation. La baisse des budgets nationaux depuis la crise de 2014 et les coupes que le coronavirus ne manquera pas de provoquer ne sont probablement pas de nature à alimenter seules l'instabilité dans l'immédiat. Cependant, le facteur démographique est à regarder de près, le Nigeria possède le taux de natalité le plus élevé d'Afrique dans sa zone nord (l'Etat de Zamfara atteint 9 enfants par femme) et le pays a vu récemment sa population dépasser les 200 millions, soit deux fois plus que l'Egypte ou l'Ethiopie. Or, le niveau de vie par habitant se détériore rapidement. De plus, les facteurs d'instabilité ne manquent pas avec des poches d'insécurité toujours plus larges géographiquement. Depuis dix ans, les troubles, principalement localisés dans la région nord-est, avec Boko Haram, et dans le delta du Niger, avec les activités des militants Ijaw, touchent désormais les Etats de Sokoto, Zamfara, Katsina (nord-ouest) où les violences, kidnappings et rançonnages surviennent en très grand nombre. L'Angola, de son côté, a vu sa population passer de 15 à 30 millions d'habitants en l'espace de quinze ans, fragilisant encore un peu plus la stabilité politique sur le long terme. Le manque de résultat du MPLA, au pouvoir depuis l'indépendance, ne pourra pas durer indéfiniment alors que la population s'appauvrit rapidement. Le MPLA espère - peut être à tort - que le souvenir des années de guerre civile (1975-2002) pourra éviter les velléités revendicatives et potentiellement violentes de la population, las de voir ses conditions de vie se dégrader. La situation est très différente au Gabon où le nombre de fonctionnaires est à peine en dessous de 100 000 agents pour une population active d'à peine un million de citoyens sur un total de 2 millions. Une partie significative des citoyens vit ainsi directement grâce à l'Etat et la baisse des revenus pétroliers aura un impact politique immédiat. La multiplication des grèves et mouvements de protestation est possible, alors que le président

Ali Bongo est considéré, par une partie des Gabonais, comme mal élu depuis les élections très contestées de 2017. Le coronavirus devrait de plus mettre un coup d'arrêt à la petite musique optimiste qui commençait à monter depuis quelques mois.

Le Cameroun est confronté à deux enjeux politiques majeurs : l'amélioration de la situation dans les régions anglophones ainsi que dans l'extrême nord avec les répercussions des activités de Boko Haram. Les luttes de clans pour gérer l'après Paul Biya (87 ans, dont 38 au pouvoir) commence également à doucement s'accroître. La vraie chance de ce pays demeure son administration, de loin la plus solide de la région avec un système éducatif également plus robuste que ses voisins. De plus, la baisse des cours du brut n'est pas de nature à totalement faire dérailler son économie, du fait d'un débit relativement bas et du poids limité de ce secteur dans l'économie globale.

La Guinée équatoriale, comme le Congo, demeurent préoccupants. L'absence de recettes pour sortir la Guinée équatoriale de la spirale de récession est patente. Le président Teodoro Obiang Nguema, au pouvoir depuis 1979, tient son pays d'une main de fer. Il reste peu probable que des révoltes éclatent malgré la poursuite de la crise économique. Très peu d'équatoguinéens vivent directement du secteur pétrolier, en dehors d'une petite élite qui est touchée depuis 2014. Le coronavirus risque cependant d'anéantir, en partie, les efforts consentis depuis le début du programme d'aide du FMI. Pour Brazzaville, la donne est peut-être moins douloureuse à moyen terme si les prix remontent grâce à une forte production pétrolière - si tant est que les cargos trouvent preneurs - mais les caisses de l'Etat resteront encore vides cette année, du fait des remboursements de dette et la baisse des revenus pour cause de coronavirus. Le Congo a connu une très violente guerre civile dans les années 1990 que la population ne veut pas revivre, mais ce pays de quatre millions d'habitants n'a encore aucune alternative au pétrole, la diversification de l'économie n'étant clairement pas sérieusement mise en place. Une caractéristique généralisable à la plupart des pays du golfe de Guinée ainsi qu'à ceux plus globalement de l'OPEP.

À propos de l'auteur, Benjamin Augé

Benjamin Augé est Chercheur associé aux centres Afrique et Energie de l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut Français de géopolitique (Université Paris 8), il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott, en Mauritanie, et est également intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael). Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier et gazier dans les pays africains. Il s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Benjamin Augé travaille également sur les relations entre le continent africain et certaines puissances extérieures (Qatar, Arabie saoudite, Turquie, Cuba et Israël).

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma